



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
6 avenue Charles de Gaulle  
43000 Le Puy en Velay

Le Puy en Velay, le 14/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST**

AVENUE CHARLES LINDBERGH  
33700 Mérignac

Références : UID4243-MEA-025-0253  
Code AIOT : 0005600923

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST implanté Bois d'Etat 43240 Saint-Just-Malmont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite est effectuée dans le cadre du plan de contrôle 2025. La dernière inspection avait été faite le 13/05/2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST
- Bois d'Etat 43240 Saint-Just-Malmont
- Code AIOT : 0005600923
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMSE, filiale du groupe COLAS RHONE-ALPES AUVERGNE, exploite 5 carrières en Haute-Loire dont la carrière de granite de Saint Just-Malmont. 8 à 10 employés sont sur site et cette carrière a été autorisée à poursuivre et à étendre son exploitation par arrêté préfectoral du 10 mars 2009 pour une durée de 30 ans, ceci sur une superficie d'environ 26 ha.

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 1 et 16	Sans objet
2	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 5.4, 21, 5.5	Sans objet
3	Suites données à l'inspection : régularisation de l'effondrement	Autre du 13/05/2024, article 2	Sans objet
4	Déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 6-2	Sans objet
5	Suivis environnementaux	Arrêté Préfectoral du 10/03/2009	Sans objet
6	Gestion des risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 10/03/2009	Sans objet

## 2-3) Fiches de constats

**N° 1 : Nature de l'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 1 et 16
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature de l'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  ART 1.L'exploitant doit respecter les moyennes et les maximums d'activité prévus par son tableau de rubrique. ICPE. 2510-1. CARRIERE : max 400 000 t/an. 2515-1. INSTALLATIONS BROyage/CONCASSAGE : 1750 kW. ART 16 Les garanties financières doivent être à jour.
<b>Constats :</b>  ART 1. ICPE. 2510-1. CARRIERE : les tonnages extraits respectent les maximums prévus par l'autorisation. 2515-1. INSTALLATIONS BROyage/CONCASSAGE : pas de modification des installations. ART 16. Les garanties financières sont à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 5.4, 21, 5.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Phasage et remise en état de la carrière
<b>Prescription contrôlée :</b> 5.4 EXTRACTION. L'exploitation sera conduite depuis le sommet du massif par tranches horizontales descendantes n'excédant pas 15 mètres de haut. Elle débutera par la mise en conformité des fronts de taille de plus de 15 m de hauteur pendant la 1ère phase compte-tenu de la dérogation accordée le 26 août 1994, et progressera vers le Nord suivant les orientations proposées dans l'étude d'impact. Le gisement sera exploité jusqu'à la cote NGF 730 m pour la partie renouvellement d'autorisation, sauf les parcelles 37 et 778 qui seront exploitées, comme la partie extension, jusqu'à la cote NGF 717 m (voir article 2 pour les n° de parcelles). Le sous-cavage est interdit. Le front de taille sera régulièrement visité, au moins une fois par semaine, et après chaque tir de mines. Il sera purgé en tant que de besoin. L'accès aux zones dangereuses des chantiers (danger permanent ou temporaire) sera interdit par une protection adaptée et efficace. Le danger sera également signalé par pancartes. 21. PLAN L'exploitant établit un plan orienté de la carrière faisant figurer un certain nombre d'informations (avoir l'arrêté préfectoral) et est mis à jour tous les ans. 5.5 ENTRETIEN : le carreau est maintenu en bon état. Les vieux matériaux ne doivent pas s'accumuler.
<b>Constats :</b>  Un plan d'exploitation du 26/11/24 a été présenté. L'extraction se situe en phase 3, avec un retard de phasage au vu de l'extraction plus faible que prévue. Les hauteurs de fronts, au niveau de la zone d'extraction, sont conformes. Les fronts sont purgés. Il y a des fronts historiques de 20m. Ces fronts doivent être évités, et devront être ramenés à 15m. Les tirs de mines sont effectués par l'entreprise Techmines. Le dernier tir du 31/07/25 a été contrôlé. Il n'appelle pas de remarques particulières. Le contrôle des vibrations est largement conforme. Le carreau est propre et bien tenu. La partie est de la carrière est en cours de remise en état. Les fronts en partie haute de la carrière ne sont plus exploités. La remise en état doit être poursuivie.
<div></div> <div><i>Avancement de l'extraction</i><span style="float: right;"><i>Remise en état</i></span></div>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Suites données à l'inspection : régularisation de l'effondrement**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 13/05/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suites données à l'inspection : Régularisation de l'effondrement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Extrait des demandes formulées dans le constat n°2 de la visite d'inspection du 13/05/2024.</p> <p>Un effondrement a eu lieu en 2022 pour des causes géologiques. Les fronts ont été sécurisés par micro-minage. Il avait été noté lors de la précédente inspection qu'une convention passée avec le propriétaire des terrains a permis à l'exploitant de reconstituer temporairement la bande des 10m (déplacement de la clôture à bétail et mise en place d'un filet de signalisation). Il avait été demandé :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>◦ une description des mesures mises en œuvre,</li><li>◦ la transmission des rapports géotechnique d'avril 2022 et de juillet 2023,</li><li>• sous 6 mois : un porter à connaissance proposant un nouveau périmètre ICPE intégrant la nouvelle bande des 10m. Les plans de phasage et remise en état seront mis à jour au besoin, ainsi que le calcul des garanties financières, les surfaces occupées, le nouveau parcellaire et la justification de la maîtrise foncière de cette nouvelle parcelle. Ce porter à connaissance a pris du retard car les négociations sont toujours en cours avec les propriétaires quant à l'aspect foncier.</li></ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le porter à connaissance demandé a été fourni le 17/07/24 et complété le 9/06/25.</p> <p>Il contient l'ensemble des éléments demandés.</p> <p>Les parcelles D n°725 et 1106, objet de l'effondrement, sont couvertes par un protocole d'accord portant sur les conditions et modalités d'indemnisation des dommages causés au propriétaire en cas d'éboulement du 06/12/2019 stipulant que :</p> <p><i>« Article 5 : Remise en état du terrain. CMCA (ex nexstone) s'engage à remettre le terrain dans son état d'origine (prairie) par apport de matériaux de découverte issue de la carrière, en vue d'un usage agricole.</i></p> <p><i>Article 6 : Déclarations et engagement du propriétaire. Le propriétaire s'engage à mettre à disposition le terrain à titre gratuit au profit de CMCA (ex Nexstone) et à lui laisser libre accès au Terrain ainsi qu'à ses employés et ses visiteurs afin que ces derniers procèdent aux travaux de remise en état du terrain. »</i></p> <p>Il est mentionné que cette convention est valable pour 5 ans à compter de la date de l'évènement, soit ici jusqu'<b>en avril 2027</b>.</p> <p>Les parcelles sont en zone (A) agricole du PLU de St Just de Malmont.</p> <p>L'exploitant précise dans son dossier que :</p> <p><i>« La modification du périmètre d'extraction et de la bande des 10m impacte directement les parcelles D725 et D1106. Dans le PLU de Saint-Just-Malmont, la parcelle D725 est classée en zone A « Agricole » dans son intégralité tandis que la parcelle D1106 est classée en zone A « Agricole » et en zone Ncar « carrière ». Comme présenté en Figure 9, la modification du périmètre d'autorisation a uniquement pour effet de déplacer la bande des 10m dans la zone A « Agricole » des parcelles D725 et D1106. En revanche, le périmètre d'exploitation de la carrière ne pénètre pas ces parcelles et reste donc en zonage Ncar « carrière » dédié à l'exploitation de carrière.</i></p> <p><b>Par conséquent, la modification du périmètre d'autorisation et de la limite de la bande des 10m n'a pas d'impact sur la compatibilité du PLU avec l'exploitation de la carrière. »</b></p> <p>Cette activité est tolérée vis-à-vis du PLU car elle est temporaire.</p> <p>L'exploitant dispose jusqu'en avril 2027 pour occuper ces parcelles. A cette date, il devra soit avoir remis ces parcelles en état soit les avoir intégrées à sa carrière en les ayant acquises préalablement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Déchets inertes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2009, article 6-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes
<b>Prescription contrôlée :</b>  6-2 - Remblayage La partie Sud du site sera remblayée à l'aide des stériles de découverte et de matériaux de terrassement provenant de l'extérieur afin de recréer progressivement un versant dont la pente se rapprochera des terrains d'origine. Ce versant sera ensemencé. Les apports extérieurs seront accompagnés d'un bordereau de suivi qui indiquera leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés, qui attestera la conformité des matériaux à leur destination. L'exploitant tiendra à jour un registre dans lequel seront archivés ces bordereaux ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblai correspondant aux données figurant dans le registre.
<b>Constats :</b>  La carrière fait de l'accueil d'inertes pour sa remise en état. Les volumes accueillis sont faibles. Un bordereau du 7/04/25 a été contrôlé, il disposait l'ensemble des informations réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Suivis environnementaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2009
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivis environnementaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art 11 BRUIT. Les analyses d'octobre 2022 révèlent des résultats conformes. Une nouvelle mesure de bruit réalisée avec un point supplémentaire a été réalisée début juin 2023, l'exploitant attend les résultats. L'exploitant transmettra le rapport 2023 à réception. ART 10 POUSSIÈRES. Un réseau de surveillance des retombées de poussières sera mis en place aux mêmes emplacements que ceux figurant dans l'étude d'impact. Les appareils de mesures seront constitués par des collecteurs de précipitation ou par des plaquettes de dépôt dont l'implantation et l'exploitation seront conformes aux normes en vigueur (respectivement NF X 43-006 et NF X 43-007). Les résultats collectés seront consignés dans un registre qui sera tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées. ART 9 EAU. Un contrôle annuel des rejets de ces émissaires sera pratiqué par un organisme agréé durant la première phase d'exploitation de la carrière. Ce contrôle portera sur les paramètres susvisés et sur la mesure du débit en vue d'évaluer le flux des polluants.
<b>Constats :</b>  La dernière analyse de bruit du 30/09/25 révèle des résultats conformes. Le point 3 révèle une émergence proche des limites de la réglementation. Il serait intéressant de pouvoir disposer de l'analyse du bruit, ses sources, afin d'avoir des pistes de réflexion pour limiter les émissions de bruit.

La dernière analyse des retombées de poussières du 29/09/24 n'appelle pas de remarques particulières, elle est largement conforme. Les analyses 2025 viennent d'être réalisées, le nouveau rapport doit être envoyé.
La dernière analyse des rejets d'eau de décembre 2024 est conforme.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Fournir un rapport d'analyse de bruit complété par les analyses du bureau d'étude sur les émissions de bruit sous 3 mois
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Gestion des risques accidentels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2009
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>14-2 : les fiches données de sécurité doivent être à disposition, et les futs doivent être étiquetés.</p> <p>14-4 : les dispositifs incendie doivent être contrôlés tous les ans et maintenus accessibles,</p> <p>15-1 : Les installations électriques doivent être contrôlés tous les ans,</p> <p>15-2 : les stockages hydrocarbures doivent être sur rétention, avec des produits absorbants à disposition.</p>
<b>Constats :</b>
<p>Le dernier contrôle des extincteurs a eu lieu le 30/05/25. Les équipements sont en bon état.</p> <p>Le dernier contrôle des dispositifs électriques a eu lieu le 30/06/25. Des non-conformités ont été relevées et sont en cours de traitement. La remise en conformité doit être poursuivie.</p> <p>Les stockages d'hydrocarbures sont sur rétention dans l'atelier et dans le contenair à côté de la plateforme engin. Les rétentions sont propres, les fiches de données de sécurité sont à disposition, les fûts sont étiquetés.</p> <p>Les dispositifs de récupération des eaux souillées autour de la plateforme engin ont besoin d'être curés. Le dernier entretien du décanteur déshuileur date du 22/11/24. Il est effectué une fois par an et donc devrait bientôt avoir de nouveau lieu.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite